



projection

PROFESSIONNELS JUNIORS EN ACTION

«Acteurs de l'urgence et du développement en WASH : comment mieux travailler ensemble ?»

Compte rendu de la rencontre jeunes professionnels
Niamey - Mars 2011

Date : 15/03/2011

Lieu : RAIL-Niger, Av Maurice Delens, Niamey

Animateur : Mohamadou Albeidou

Intervenant : Ibrahima Abdou, Chargé des Affaires Humanitaires OCHA (Office for the coordination of Humanitarian Affairs - Bureau de coordination pour les affaires humanitaires) Niger

INTRODUCTION

Associé à l'ONG RAIL-Niger, le réseau Projection met en œuvre un projet de renforcement des compétences des acteurs de l'assainissement liquide au Niger et plus largement en Afrique de l'Ouest, intitulé Sani Tsapta. Ce dernier consiste en :

- **La mise en place d'une offre de formations en assainissement liquide** en vue de former des cadres et des techniciens en assainissement, et de renforcer les professionnels de l'assainissement déjà en place.
- **La mise en réseau des acteurs locaux de l'assainissement** pour permettre une meilleure diffusion des expériences de terrain et multiplier les échanges entre les professionnels du domaine en Afrique de l'Ouest.

Dans ce cadre, des rencontres à Niamey et dans la sous région sont organisées tous les mois, à l'image de ce que le réseau Projection propose déjà sur Paris.

La rencontre du mois de mars portait sur les modes d'intervention des acteurs de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) en situations d'urgence et de développement. Elle avait pour objectif de rassembler autour d'une même table divers intervenants du domaine afin d'apporter des éclaircissements sur les deux modes d'intervention urgence/développement (objectifs, logiques d'intervention, acteurs, différences et points communs...) en général et échanger sur le contexte nigérien en matière de WASH en particulier. Plus précisément elle a permis de :

1. aborder les terminologies¹ associées aux deux modes d'intervention et les instruments de mise en œuvre en particulier pour le cas complexe de l'urgence ;
2. expliquer ce qu'est une situation de crise au Niger et l'organisation de la réponse humanitaire dans le cas spécifique du WASH ;

¹ Urgence, développement, réhabilitation, relèvement précoce, cluster, etc.

3. faire un état des lieux des cadres de concertation des acteurs WASH existant au Niger et proposer des pistes d'amélioration pour une meilleure coordination des actions;
4. indiquer ce que les acteurs de l'urgence et du développement peuvent mutuellement s'apporter en général et en particulier en matière de WASH.

Pour cela nous avons privilégié la méthode « exposé-débat » consistant à écouter un ou des intervenants² bien imbu(s) des questions se rapportant à la thématique abordée, puis d'en faire une analyse commune sous forme de table ronde afin de pouvoir engager le débat avec les éventuels questions d'éclaircissement et l'apport des contributions personnelles.

Enjeux et problématiques : Besoins de coordination et de renforcement de compétences entre les acteurs WASH

- ***Les acteurs WASH au Niger, peu préparés face aux crises***

L'accès permanent des populations à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires de base reste un enjeu majeur de santé publique et par voie de conséquence de développement pour les pays en développement. Aux taux d'accès déjà faibles viennent s'ajouter la perte des acquis enregistrés dans ce sens avec les catastrophes naturelles, les guerres de plus en plus récurrentes et autres sinistres. Ces situations recommandent des réponses humanitaires d'urgence spécifiques. Au Niger, pays de tradition de paix, les acteurs locaux en particulier les ONGs locales n'ont eu l'habitude et l'expérience de conduire des actions de développement. De ce fait, les besoins d'urgence subitement intervenus avec la crise alimentaire de 2005 n'ont pu avoir de réponses immédiates qu'avec le concours des ONG internationales dont beaucoup s'y sont installées depuis.

A cette date, les acteurs de la société civile locale peinent encore à jouer efficacement leurs rôles dans les réponses humanitaires aux crises de plus en plus diverses et récurrentes sur le territoire nigérien. Il n'existe pas non plus d'instrument étatique réglementant et/ou exigeant le transfert de compétences entre structures internationales et locales.

- ***Besoins de coordination entre acteurs WASH***

Que ce soit pour répondre à des situations d'urgence ou dans le cadre de programmes de développement -notamment avec l'avènement de la Décennie Internationale pour l' Eau Potable et l' Assainissement (DIEPA) ou la définition/atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)-, les acteurs du développement et de l'urgence en WASH sont de plus en plus nombreux. C'est pourquoi, ils sentent le besoin de se rassembler afin de pouvoir coordonner et mieux optimiser les impacts de leurs actions. Des initiatives ont été prises au Niger en ce sens avec la mise en place d'un Cluster pour les acteurs de l'urgence en WASH, ou bien de l'Alliance des Centres de ressources en WASH pour les acteurs de développement.

Les problématiques, outils et méthodes sont certes différents entre les acteurs du développement et ceux de l'urgence. Cependant il importe de prévoir régulièrement des

² Les ou l'intervenant(s) est préalablement identifié(s) et associé(s) à l'organisation de la rencontre à travers la note de cadrage.

espaces de dialogues et d'échanges entre ces deux grands types d'acteurs afin de maximiser les résultats escomptés comme en témoigne l'encadré ci-dessous.

Entre urgence et développement

Un séminaire organisé par l'AFD et le Groupe URD en janvier 2009 sur « Eau et assainissement en sortie de crise » donne quelques pistes pour soigner la transition entre l'urgence et le développement. Les conclusions de cette rencontre mettent en avant la nécessité de coordination entre les deux types d'acteurs. En effet, face à la complexité des crises, l'intervention des acteurs de l'humanitaire se pense de plus en plus dans le long terme. Elle doit par ailleurs prendre en compte les actions et solutions déjà menées par les développeurs pour s'en inspirer et ne pas entrer en contradiction avec leur logique d'intervention (exemple de la tarification du service : comment les développeurs pourront justifier le coût d'un service d'assainissement, lorsqu'en situation de crise celui-ci est proposée gratuitement par les urgentistes?).

Plus d'information sur ce séminaire : <http://www.urd.org/spip.php?article107>

- **Confusion et méconnaissance : besoin de renforcement des compétences des acteurs locaux**

Le CAP (Consolidated Appeal Process ou Appel Global Consolidé) est un outil de coordination des interventions des acteurs de l'humanitaire en WASH développé par OCHA : il permet de définir les priorités d'interventions et d'organiser un plaidoyer commun auprès de partenaires techniques et financiers. Au cours d'un appel à projets lancé pour le CAP 2011, plusieurs ONGs locales se sont fait éconduire pour avoir présenté à leurs habitudes des projets de développement qui ne sauraient répondre à des situations d'urgence.

Face à cette confusion, il a été ressenti le besoin de renforcer les compétences des acteurs locaux à travers une rencontre d'échanges permettant d'éclairer plus précisément ce qu'était un projet en situation de crise, ses objectifs, ses spécificités.

1- Actions et modes d'interventions en situation d'urgence

a) Intervention du Chargé des affaires humanitaires d'OCHA au Niger

Présentation d'OCHA

OCHA n'est pas une agence mais un bureau du système des Nations Unies intervenant dans les pays en développement afin d'améliorer la coordination des actions humanitaires en cas de crise. A ce titre, il ne gère pas mais veille et s'assure que les structures dûment mandatées s'exécutent normalement.

Quelques définitions et précisions apportées sur l'urgence en Wash :

- **CAP**

Le processus d'appel consolidé (CAP) ou appel global est le principal outil du système d'aide humanitaire pour parvenir à une analyse commune, une stratégie et un plan d'action.

En d'autres termes, un appel global est une stratégie, plus un inventaire de projets nécessaires à la réalisation de la stratégie. En tant que tel, il met un prix³ sur la réponse humanitaire à une crise, et permet le financement des donateurs qui sera mesuré par rapport au besoin.

Le CAP vise à prévenir les lacunes et les chevauchements⁴, et sert de baromètre de financement significatif pour chaque crise.

Il convient de retenir aussi que le CAP :

- n'est pas facultatif : la Résolution de l'AG 46/182 (1991) et les règles de l'IASC⁵ exigent un « appel global » pour toute situation nécessitant une réponse inter-agences et que l'autorisation du gouvernement du pays touché n'est pas nécessaire pour lancer un appel. Seule la « consultation » est nécessaire.
- est annuel et n'est pertinent qu'à la suite d'une situation de crise dans la zone qu'elle concerne.

• Réforme humanitaire (juillet 2006)

C'est un dispositif mondial d'aide humanitaire, rassemblant sur un pied d'égalité, des organismes à vocation humanitaire des Nations Unies et les organisations humanitaires non rattachées à l'ONU (Banque Mondiale et Agences des Nations Unies, ONGs, Mouvement de la Croix Rouge et Croissant rouge, OIM,...). Elle a pour but d'améliorer l'efficacité de la réponse humanitaire⁶ tout en assurant une meilleure prévision, responsabilisation et partenariat entre les acteurs.

La réforme est basée sur trois (3) piliers et une fondation :

• **Piliers**

- Coordination humanitaire: leadership effectif et coordination des urgences humanitaires
- Financement de l'humanitaire: financement adéquat, à temps et flexible
- Approche CLUSTER : accroître la prévisibilité et un leadership dans tous les secteurs à lacunes. Il est reconnu par le système des Nations Unies et sa mise en place dans un pays implique un long processus d'évaluation de sa pertinence. En contrepartie des moyens sont mis à sa disposition, des objectifs à atteindre lui sont fixés et il est évalué sur les résultats obtenus.

- **Fondation** : Un partenariat humanitaire solide

• Urgence, Relèvement précoce et Développement

• **Urgence : court terme**

Secours d'urgence aux populations les plus démunies, et aide en cas de guerres, de catastrophes naturelles, d'épidémies ou encore de famines. En cas de crise, il faut parer au

³ Evaluer et budgétiser les besoins

⁴ Excès de financement dans certaines zones au détriment d'autres en l'absence de réglementation de la réponse humanitaire aux crises.

⁵ Inter-Agency Standing Committee : mécanisme primaire pour la coordination inter-agences de l'assistance humanitaire.

⁶ Selon, Mme Khardiata Lo N'Diaye, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, il s'agit « d'un effort ambitieux de la communauté humanitaire internationale pour atteindre les personnes les plus nécessiteuses de l'assistance avec un large consensus au sein des acteurs, basé sur de véritables besoins d'aide et de protection à temps et de la manière la plus efficace. »

plus pressé donc pas de réalisation durable. En outre, on catégorise les couches sociales pour organiser l'assistance en direction des plus démunis.

Activités : distribution de nourritures, hébergement, protection, WASH, etc.

- **Relèvement précoce : moyen terme**

Suite aux catastrophes évoquées ci-haut, la forme d'aide qui pourrait être requise à moyen terme est l'aide au relèvement précoce qui consiste à mener des activités de reconstruction/réhabilitation comme la redistribution sociale de cheptel, le rétablissement des réseaux d'eau et d'assainissement, d'électricité, de routes, des écoles, des hôpitaux, les semences, les Banques Céréalières, les Banques d'Intrants, etc.

- **Développement : long terme**

A ce niveau, c'est le développement économique qui est le plus visé à travers des activités de construction de grandes infrastructures de service public (eau, assainissement, énergie, transports...), industries, grandes écoles/universités, etc.

- **Développement durable : prévention de déséquilibres structurels**

Recherche d'un équilibre entre le développement économique, la protection de l'environnement, la satisfaction des besoins dans le domaine social et le respect des expressions culturelles et politiques. Satisfaire nos besoins actuels, sans compromettre ceux des générations futures.

Activités : économie d'énergie, promotion énergie renouvelable, plantation d'arbres, etc.

b) Questions et débats (première partie)

- **Y-a-t-il une possibilité d'actions WASH pendant la période de relèvement précoce ?**

Les actions WASH sont présentes à tous les niveaux d'intervention. Dans l'urgence, les infrastructures mises en place rapidement ne sont pas faites pour durer mais bien pour répondre à un besoin immédiat et pressant. Dans le relèvement précoce ou le développement, les infrastructures sont réalisées ou reconstruites pour durer plus longtemps « en dur ou en matériaux définitifs par exemple ». Par contre, le choix des sites à équiper en WASH est d'abord tourné vers les populations prioritaires puis, ceci pourra progressivement évoluer dans une logique de développement où l'ensemble de la population sera ciblée pour améliorer la qualité du service.

Globalement on peut dire que des actions WASH sont possibles à tous les niveaux d'intervention. Toutefois, il convient de retenir que, le mode d'identification des populations ou communautés bénéficiaires et la nature des actions à mener diffèrent en fonction de la situation (urgence, relèvement précoce ou développement).

- **Qui est-ce qui intervient en cas d'urgence au Niger (des acteurs extérieurs venant pour la circonstance ou bien ceux déjà présents et intervenant dans le développement) ?**

Les deux, mais il faudra que pour une meilleure coordination et efficacité des actions à mener que tous s'inscrivent dans le cadre du CAP élaboré pour la période de crise. Il est cependant permis à une structure d'anticiper son intervention d'urgence quitte à la régulariser après de manière à ce qu'elle puisse s'inscrire en conformité avec le CAP.

- **Signification de l'urgence en WASH : l'avis des ONGs locales**

L'urgence en WASH veut tout simplement dire la solution immédiate d'un ou des problèmes relatifs à la question d'eau, d'hygiène et d'assainissement de façon ponctuelle sans une très

grande planification dans le temps c'est-à-dire de très longue procédure d'intervention comme en approche de développement. Par exemple la réalisation ou réhabilitation des ouvrages d'eau et assainissement là où le besoin se fait sentir, sans protocole de mise en place de structure de gestion ou sans mécanisme de suivi post intervention.

Des ONGs comme le RAIL-Niger sont traditionnellement dans la logique de mise en œuvre des projets de développement dans le cadre de la coopération décentralisée. Cependant il arrive qu'en situation de crise (alimentaire notamment) elles soient amené à évaluer la situation afin de lancer des requêtes spécifiques à l'endroit des partenaires Nord. Ces derniers ont toujours réagi alors à court terme.

2- Description des situations de crises vécues au Niger en général et en particulier les cas WASH

Les crises et donc les besoins d'intervention d'urgence sont plus marqués dans le domaine de la sécurité alimentaire qu'en WASH. En effet, le Niger est touché par des crises alimentaires de manière cyclique. Ce qui fait que quasiment tous les 15 ans, une crise majeure survient après des cas des crises de moindres intensités qualifiées souvent d'insécurité alimentaire. A ce sujet, on peut retenir que la situation alimentaire du Niger est telle qu'aujourd'hui, quelle que soit l'année, environ 2,6 millions d'individus, soit 20% de la population reste permanemment vulnérable.

En ce qui concerne les actions WASH, elles sont plus timides. Cependant des réalisations (constructions de puits notamment) sont effectuées par les ONGs dans les zones sévèrement touchées par la crise alimentaire de 2004. On peut aussi noter les cas de distribution d'eau par citernes dans la ville de Niamey, avec les inondations intervenues l'hivernage dernier, ou l'assistance en distribution de nourriture et de besoins WASH aux immigrés venant de Libye, coordonnée par OCHA à Dirkou.

Les actions WASH en situation d'urgence prendront certainement plus d'importance au Niger avec les inondations récurrentes et des situations de crise comme celles des immigrés de Dirkou en provenance de Libye. D'où l'existence du Cluster WASH et l'appel à projet CAP 2011.

3- Cadres de concertation WASH (urgence et développement) existants au Niger : états des lieux et coordination

Il existe un certain nombre de cadres de concertations pour les acteurs de l'eau et de l'assainissement. On peut citer entre autres :

- la **Commission Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (CNEA)** et ses démembrements régionaux (Commissions Régionales de l'Eau et de l'Assainissement) : organe consultatif et de coordination apportant son concours à la définition des objectifs généraux et des orientations de la politique nationale de l'eau et de l'assainissement ;
- le **groupe thématique Eau, Hygiène-Assainissement, Urbanisme et Cadre de Vie de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SDR)** : mène des réflexions sur une vision à long terme du développement du secteur concerné au Niger (politique, plans et programmes) ;

- **l'Alliance des Centres de Ressources WASH** : cadre de concertation (échanges et dialogue) de tous les acteurs œuvrant dans le développement à travers des actions d'eau d'hygiène et d'assainissement en vue d'améliorer l'efficacité de leurs interventions ;
- **le Cluster WASH** : cadre de concertation et de coordination des actions humanitaires en matière d'eau d'hygiène et d'assainissement au Niger.

La difficulté majeure avec la plupart de ces cadres de concertations est que même actifs, ils n'existent véritablement qu'à Niamey. Ils peinent à se décentraliser alors que l'utilité de ces structures se trouvent essentiellement sur le terrain. De plus ils ne sont guère fonctionnels du fait de l'esprit bénévoles⁷ qui les caractérise. Enfin, il y a un manque de coordination entre tous ces cadres.

Toutefois, en ce qui concerne le Cluster WASH, soutenu financièrement par le système des Nations Unies, des rencontres régulières sont organisées entre les acteurs. Des résultats sont donc attendus de celui-ci et en cas de défaillance, OCHA écrira pour notifier cela afin qu'une évaluation de la situation soit faite et les mesures correctives prises à temps.

4- Assistance mutuelle entre urgentistes et développeurs

	Urgentistes	Développeurs
Urgentistes		- Associer progressivement les développeurs et les former aux outils de relève et même d'intervention en situation de crises prolongées.
Développeurs	- Faciliter l'intervention des urgentistes en partageant avec eux l'information/données sur la connaissance du terrain ; - Prendre la relève et consolider les investissements des urgentistes au sortir de leurs interventions	

N.B : ils pourront mutuellement réfléchir ensemble à la prévention de certaines crises en particulier d'origine humaine (délitement des structures sociales).

⁷ La mobilisation des acteurs reste difficile pour ces cadres de concertation qui ne proposent pas d'avantages pécuniaires (recouvrement des frais de déplacement, *perdiems*, etc.).

CONCLUSION ET PISTES DE REFLEXION

Les situations de développement sont souvent perturbées par les épisodes de crises qui s'inscrivent parfois dans la durée. Cet état de fait doit contraindre les acteurs du développement et ceux de l'urgence à s'inscrire dans des logiques d'intervention beaucoup plus concertées et complémentaires. Ce qui n'est pas souvent le cas. En effet, il est fréquent de constater que les acteurs du développement omettent de prendre en compte le risque de crise durant l'exécution de leurs projets. Il serait pourtant vivement souhaitable que ces derniers prennent des mesures/précautions budgétaires dans ce sens afin de pouvoir y répondre efficacement, le cas échéant. Il reviendra aussi aux urgentistes de penser à des outils permettant de faciliter pour les populations la transition entre les deux modes d'intervention en cas de retrait.

Au regard de ce qui précède, le dialogue et la collaboration entre les professionnels des deux modes d'intervention sont plus que jamais indispensables. En outre, pour améliorer leur collaboration il faudra que :

- l'Etat nigérien à travers un instrument unique (du type groupe sectoriel) puisse canaliser, suivre et au besoin contraindre les professionnels WASH à contacter ses structures centrales et déconcentrées, habilitées à traiter les questions d'urgence et de développement avant toute intervention ;
- les interventions de ces professionnels, en particulier celles de développement, ne puissent s'opérer qu'en conformité avec les plans de développement communaux (PDC) ;
- le Ministère de l'Intérieur veille à l'effectivité de la disponibilité de PDC pour toutes les communes du pays en responsabilisant les conseils communaux.
- au regard des nouvelles formes de crises récurrentes et s'inscrivant dans la durée, que les acteurs intervenant dans l'urgence (court terme) commencent à penser leurs interventions sur le long terme (en lien avec les développeurs) pour améliorer la résilience des populations concernées.

La discussion continue !

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques

Directement sur notre site Internet : <http://www.reseaprojection.org/fr/2011/02/10/rencontre-jeunes-professionnels-fevrier-2011-a-niamey.html>

Par mail : albeidoum@yahoo.fr ou beatrice.tourlonnias@reseaprojection.org

Etaient présents à cette rencontre :

N°	Prénom, Nom	Structure	Email
1.	Albeidou Mohamadou	RAIL Niger	albeidoum@yahoo.fr
2.	Yagi Guéro Ibrahim	DEP/MCI/PJE	ygibrahim@yahoo.fr
3.	Harouna M. Rabiou	ONG LUSAA	rabiou_haru@yahoo.fr
4.	Gazéré Safiatou	BEEEI / Niamey	safiagazere@yahoo.fr
5.	Amandine Arduin	RAIL-Niger	a.amandine_vp@yahoo.fr
6.	Ali Hassane	RAIL Niger	departement.agd@railniger..net
7.	Issa Adjji	AWESO	kole22005@yahoo.fr
8.	Issoufou Daouda	ONG CDR	issoufgala@yahoo.fr
9.	Mahamadou Oumarou	ONG CDR	ong.cdr.10@yahoo.fr
10.	Chane Limane Agali	Bureau d'Etudes CNIC / Dosso	chaneagalilimane@yahoo.fr
11.	Moussa Lamine	BEEEI / Niamey	moussalamine@yahoo.fr
12.	Gaya Yacoubou	BEEEI / Niamey	gayayacoubou@yahoo.fr
13.	Ibrahim Abdou	OCHA	abdoui@un.org
14.	Ibrahim Moussa	SIGNER/MEE/LCD	lmoussa47@yahoo.fr

Pour aller plus loin :

Evaluation de l'approche Cluster, GPPI et Groupe URD, 2010.

Structure récente mise en place par les Nations Unies pour améliorer la coordination des interventions en situation d'urgence, le cluster a fait l'objet récemment d'une évaluation.

A retrouver sur le site de l'URD : http://www.urd.org/IMG/pdf/GPPI-URD_Synthese_FR.pdf

Entre urgence et développement : pratiques humanitaires en questions, PIROTTE Claire; HUSSON Bernard, GRUNEWALD François, 1997.
Prenant la forme d'un débat, cet ouvrage s'interroge sur les pratiques des acteurs de l'urgence et du développement pouvant favoriser leur complémentarité.

[A lire en ligne](#)

Eau et assainissement en sortie de crise : entre urgence et développement, Agence Française de Développement et Groupe URD, novembre 2009.

Issu d'un séminaire rassemblant les principaux acteurs du terrain concernés par cette problématique, cet ouvrage donne des orientations concrètes pour articuler au mieux leurs expertises et ressources respectives en phase de sortie de crise (outils de diagnostic, de coordination, de financement).

<http://afd-prod.zeni.fr/jahia/webdav/site/afd/users/administrateur/public/publications/savoirscommuns/savoirs-communs-7.pdf>

OCHA- coordination WASH en Afrique de l'Ouest

<http://ochaonline.un.org/CoordinationIASC/WASH/tabid/5629/language/fr-FR/Default.aspx>

Alliance des Centres de Ressources en Wash

http://fr.groups.yahoo.com/group/acr_wash/